A/AC.21/PR.3
13 juin 1949
ORIGINAL: FRENCH

19 DEC 1950

TROISIEME RAPPORT

AU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES

SUR L'EVOLUTION DE LA SITUATION

(Pour la période qui s'étend
du 9 avril au 8 juin 1949 inclus)

1. Dès son retour à Jérusalem, après les conversations de Beyrouth et sa visite à Tel-Aviv (voir le deuxième rapport de la Commission), la Commission a proposé aux Gouvernements des Etats arabes et au Gouvernement d'Israël d'envoyer à Lausanne des délégations avec lesquelles la Commission pourrait continuer sa tâche de conciliation.
2. Quatre Etats arabes, l'Egypte, la Jordanie, le Liban et la Syrie, ainsi que l'Etat d'Israël ont accepté cette invitation. La Commission tient à leur exprimer ici sa reconnaissance pour avoir accepté sa proposition et pour s'être fait représenter à Lausanne par des délégations hautement qualifiées à la tête desquelles se trouvent des personnalités jouissant d'une grande autorité dans la direction de la politique extérieure de leurs pays respectifs.
3. La Commission a tenu sa première séance à Lausanne le 27 avril, et, aussitôt, des réunions officielles ont eu lieu avec chacune des délégations, en même temps que les membres de la Commission établissaient des contacts personnels avec les membres des délégations arabes et israélienne. Ces premiers contacts, officiels et personnels, ont permis à la Commission de se convaincre que des deux côtés existait un désir sincère d'aboutir à des résultats positifs dans la voie du rétablissement de la paix en Palestine.

A.

Conciliation

4. Les échanges de vues de Lausanne, à la différence de ceux de Beyrouth, doivent être considérés comme portant non pas seulement sur l'une des tâches spécifiques confiées à la Commission par la résolution de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1948 telles que, par exemple, la question des

réfugiés ou le statut de Jérusalem, mais également sur sa tâche générale de conciliation et de rapprochement des parties en vue d'un règlement définitif de toutes les questions sur lesquelles elles ne se sont pas encore mises d'accord.

5. Comme il a été clairement indiqué dans le second rapport de la Commission sur l'évolution de la situation, le but des réunions de Lausanne est de continuer les échanges de vues entre la Commission et les délégations respectives sur une base plus large et dans des conditions permettant d'arriver à des résultats concrets et positifs. Toutefois, la Commission ne perdant pas de vue la lettre et l'esprit de l'invitation que l'Assemblée générale a adressée, le 11 décembre 1948, aux Gouvernements et autorités intéressées, "à rechercher un accord par voie de négociations, soit directes, soit avec la Commission de Conciliation..." se féliciterait naturellement de toute évolution qui permettrait de suivre la voie de négociations directes. Jusqu'à présent l'attitude des parties n'a pas permis à la Commission de les faire s'engager, sous ses auspices, dans des négociations directes.

6. Les délégations arabes ont insisté dès le début sur le fait que la question de Palestine intéresse au même degré tous les Etats arabes et que, par conséquent, la Commission devrait les considérer comme une seule "partie", et discuter et traiter avec elles "en bloc".

7. La délégation d'Israël a toujours estimé préférable de discuter chaque question séparément avec l'Etat ou les Etats directement intéressés.

8. Pour sa part, la Commission s'est efforcée, surtout, d'assurer aux échanges de vues avec les délégations arabes et la délégation d'Israël la plus grande souplesse possible. Elle n'a pas cru devoir abandonner la possibilité de tenir des réunions avec une ou plusieurs délégations arabes séparément, lorsque la nature des questions le rendrait désirable.

9. Dans ce même ordre d'idées, et afin de donner aux négociations la plus grande souplesse possible, la Commission a constitué un Comité Général, formé par les Conseillers de ses membres, et dont la tâche consiste à étudier, en collaboration avec les délégations arabes et israélienne, les questions qui lui seront soumises par la Commission. Le Comité Général a

examiné déjà un certain nombre de questions concernant les réfugiés et les aménagements territoriaux, avec les délégations intéressées. La Commission est tenue régulièrement au courant de ses travaux.

B.

Procès-verbal du 12 mai 1949

10. Désireuse de marquer dès le début de la réunion de Lausanne que les questions pendantes entre les Gouvernements intéressés et particulièrement la question des réfugiés et les questions territoriales, étaient étroitement liées entre elles, la Commission est intervenue auprès des délégations arabes et israélienne pour qu'elles acceptent d'étendre leurs échanges de vues à tous les problèmes visés par la résolution de l'Assemblée. A cet effet, elle leur a demandé de signer séparément avec la Commission un Procès-verbal dont le texte est joint au présent document et qui constituera la base de travail. A ce document est annexée une carte sur laquelle sont tracées les frontières déterminées par la résolution du 29 novembre 1947 de l'Assemblée générale qui est prise ainsi comme base de discussion avec la Commission. Il est entendu que les aménagements nécessaires pourront y être apportés.

11. C'est en raison de la signature de ce Procès-verbal que la Commission a pu valablement insister pour que les deux parties fassent connaître leurs vues sur toutes les questions pendantes.

C.

Question des Réfugiés

12. La question des réfugiés a fait l'objet à Lausanne de nombreuses et longues séances de la Commission avec les délégations des Etats arabes et d'Israël ainsi qu'avec des représentants des réfugiés eux-mêmes, notamment du Congrès des Réfugiés de Ramallah et du Comité des habitants de Jaffa. De plus cette question a été examinée et discutée sous tous ses aspects au cours de conversations personnelles entre les membres de la Commission et les membres des délégations arabes et israélienne. Ces échanges de vues ont produit un premier résultat de nature à faciliter l'examen de la question dans un cadre pratique et réaliste. Une distinction a pu, en effet, être établie entre le problème du rapatriement, de la réinstallation et du relèvement social et économique des réfugiés et celui que posent les mesures immédiates et préliminaires que

pourrait prendre dès maintenant le Gouvernement d'Israël afin de sauvegarder les droits et les biens des réfugiés.

13. Sur le plan du rapatriement, de la réinstallation et du relèvement des réfugiés, il n'y a pas beaucoup à ajouter à ce que la Commission a dit dans son deuxième rapport. Les délégations arabes continuent à considérer que le premier pas doit consister en l'acceptation par le Gouvernement d'Israël du principe proclamé par la résolution du 11 décembre en ce qui concerne le retour dans leurs foyers des réfugiés qui en expriment le désir, et qui désirent vivre en paix avec leurs voisins. La Commission n'est pas parvenue à faire accepter ce principe par le Gouvernement d'Israël.

14. D'autre part, la Commission voudrait rappeler que dans son deuxième rapport ci-dessus mentionné, adressé au Secrétaire général, elle a exprimé l'avis que "ce principe étant accepté, il est néanmoins sage de prévoir le cas où une partie des réfugiés décidera de ne pas rentrer. Il faudra donc prévoir un engagement de principe de la part des Etats arabes d'accepter la réinstallation de ceux, parmi les réfugiés, qui ne désireraient pas rentrer dans leurs foyers" (voir paragraphe 8). Jusqu'à présent les délégations arabes n'ont pu examiner officiellement cette question avec la Commission.

15. Le refus d'Israël d'accepter le principe du retour des réfugiés est invoqué par les délégations arabes comme la raison de leur attitude réservée et réticente au sujet des questions territoriales. Quant à la Commission, elle n'a trouvé au cours de ses échanges de vues avec les délégations arabes ou israélienne à Lausanne aucun motif de modifier son point de vue tel qu'il a été exposé dans son deuxième rapport; notamment les observations figurant aux paragraphes 8, 9, 10 et 14 gardent à son avis, toute leur valeur.

16. Dans le cadre du rapatriement et de la réinstallation des réfugiés, il faut encore mentionner deux propositions concrètes soumises à la Commission, respectivement par la délégation israélienne et par les délégations arabes. La délégation israélienne a déclaré que si la zone de Gaza était incorporée dans l'Etat d'Israël, celui-ci serait prêt à accepter comme citoyens d'Israël la population arabe entière de la zone, habitants et réfugiés, étant bien entendu que la réinstallation de ces derniers en territoire d'Israël dépendra de l'aide

internationale dont on disposera pour la réinstallation des réfugiés en général. La délégation israélienne a déclaré n'être pas en état de soumettre à la Commission des propositions concernant le nombre de réfugiés dont son Gouvernement serait prêt à accepter le retour au cas où la zone de Gaza ne serait pas rattachée à l'Etat d'Israël.

17. De leur côté, les délégations arabes ont soumis à la Commission une proposition visant au retour immédiat dans leurs foyers des réfugiés originaires des territoires qui se trouvent actuellement sous autorité d'Israël, mais qui font partie de la zone arabe dans la carte jointe au Procès-verbal du 12 mai; c'est-à-dire la Galilée occidentale, la région de Lydda, Ramleh et Bersabée, Jaffa, Jérusalem et le littoral au nord de Gaza.

18. La Commission a transmis ces propositions respectivement aux délégations arabes et à la délégation d'Israël, sans se prononcer sur leurs avantages ou leurs inconvénients. Ni les délégations arabes, ni la délégation d'Israël ne se sont jugés en mesure d'accepter ces propositions respectives.

19. Une partie considérable de l'attention et de l'activité de la Commission, pendant les dernières semaines, a été consacrée à l'étude des mesures préliminaires qui seraient propres à sauvegarder les droits et les biens des réfugiés. Avant son départ pour Lausanne, la Commission avait, de sa propre initiative, adressé de Jérusalem au Gouvernement d'Israël une liste de mesures préliminaires qu'il serait, à son avis, équitable d'adopter si l'on voulait créer une atmosphère favorable en vue des réunions de Lausanne. A Lausanne, cet aspect de la question des réfugiés a fait l'objet de communications orales et écrites à la Commission de la part des délégations arabes et des organisations représentant des réfugiés. Il s'agit de mesures visant, entre autres : à faciliter le retour des propriétaires de plantations d'agrumes, ainsi que les ouvriers nécessaires, pour permettre d'éviter la perte totale des plantations; à faciliter la réunion des familles dispersées par suite de la guerre; à accorder aux réfugiés certaines facilités pour qu'ils puissent disposer en tout ou en partie des avoirs de leurs comptes-courants bloqués par le Gouvernement d'Israël, etc.. Toutes ces questions font encore l'objet d'une active correspondance et de conversations entre la Commission et la délégation d'Israël.

20. Le Comité Technique dont la création était déjà annoncée dans le deuxième rapport de la Commission a été maintenant constitué et va se rendre immédiatement en Palestine afin de procéder sur place, et avec l'assistance des Gouvernements des Etats arabes et de l'Etat d'Israël aux études préliminaires concernant les réfugiés. Ces études porteront sur le problème du rapatriement, de la réinstallation et du relèvement économique et social des réfugiés ainsi que sur les mesures préliminaires pour la sauvegarde de leurs droits et de leurs biens.

21. La Commission a tenu, le 7 juin, une réunion avec les représentants, à Genève, de l'aide des Nations Unies aux Réfugiés de Palestine et des trois organisations responsables de la distribution des secours sur place, à savoir le Comité international de la Croix-Rouge, la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et l'"American Friends Service Committee". Au cours de cette réunion les représentants de ces organisations ont déclaré avec force qu'ils étaient très préoccupés par l'aspect financier de la question. Ils ont attiré l'attention de la Commission sur la gravité de la situation qui serait créée si, par suite du manque de fonds l'oeuvre d'assistance devait être interrompue au cours de l'hiver. Pour les réfugiés, dans les zones montagneuses de la Palestine, cette interruption des secours provoquerait une véritable catastrophe dont les organisations de secours ne seraient pas prêtes à prendre ou à partager la responsabilité.

22. La Commission a été vivement impressionnée par les manifestations des représentants des organisations de secours et bien que le secours des réfugiés ne rentre pas d'une manière directe dans le ressort de sa compétence, la Commission voudrait attirer l'attention du Secrétaire général sur la gravité de la situation et sur l'utilité qu'il y aurait à ce que la question de nouveaux fonds pour le secours des réfugiés figure parmi celles qui seront examinées en tout premier lieu par l'Assemblée générale.

D.

Questions territoriales

23. La signature du Procès-verbal du 12 mai 1949 a fourni à la fois un point de départ et un cadre pour l'examen des questions territoriales. Peu après la signature du Procès-verbal,

la Commission a informé toutes les délégations qu'elle avait l'intention de transmettre, sous la forme qu'elle jugerait appropriée, les propositions émanant de n'importe laquelle des délégations aux autres délégations intéressées.

24. Pour sa part, la délégation d'Israël a soumis des propositions concernant les frontières entre l'Etat d'Israël et les Etats d'Egypte et du Liban et le Royaume hachémite de Jordanie y compris une proposition relative à la région de Gaza et une autre relative à la limite entre Israël et la partie centrale de Palestine qui se trouve en ce moment sous l'autorité militaire jordanienne.

25. La délégation israélienne a proposé que la frontière politique entre Israël et l'Egypte et le Liban, respectivement, soit la même que celle qui séparait ces pays de la Palestine sous le Mandat britannique.

26. Au cas où cette proposition serait acceptée, la délégation israélienne a indiqué qu'Israël serait disposé à se charger de tous les Arabes qui se trouvent à présent dans la région de Gaza soit comme résidents, soit comme réfugiés et de les accepter comme citoyens d'Israël (voir paragraphe 16 ci-dessus).

27. En ce qui concerne la frontière politique entre Israël et le Royaume hachémite de Jordanie, la délégation israélienne a proposé qu'elle reste la même que celle qui séparait la Transjordanie de la Palestine sous le Mandat britannique, c'est-à-dire, au nord, du point de rencontre de la frontière syrienne et de la frontière jordanienne à El Hamma, à un point situé au sud d'El Fatur et, au sud, d'un point situé vers le milieu de la Mer Morte en face d'Engedde, vers le golf d'Aqaba.

28. En ce qui concerne la partie centrale de Palestine en ce moment occupée par les forces militaires jordanienes, la délégation israélienne propose que, sans que soit soulevée la question du régime futur de cette région, la limite qui séparera Israël de cette partie suive la ligne actuelle qui passe entre les forces militaires israéliennes et jordanienes, sous réserve de certaines modifications, dans l'intérêt des deux parties, qui feraient l'objet de discussions ultérieures. La délégation israélienne tient certaines modifications pour nécessaires pour des raisons relatives à la sécurité et au développement économique d'Israël.

29. La délégation israélienne a déclaré qu'Israël n'a aucune visée sur la zone centrale de Palestine, mentionnée ci-dessus, et ne souhaite pas, en ce moment, présenter de suggestion sur la destination à lui donner. La délégation israélienne a dit qu'elle considère que la destination à donner à cette région est une question à propos de laquelle les délégations des Etats arabes, les habitants arabes du territoire et les réfugiés devraient faire une proposition après accord. Tant que le régime futur de cette région ne sera pas déterminé, Israël continuera de reconnaître le Royaume hachémite de Jordanie comme la puissance militaire occupante de facto.

30. En ce qui concerne la région de Jérusalem, la délégation israélienne a déclaré que son avenir constitue une question distincte et n'est pas mis en cause par la présente proposition.

31. Il a déjà été indiqué (voir paragraphe 17 ci-dessus) que pour leur part, les délégations arabes ont présenté une proposition visant à ce que les réfugiés originaires des régions définies sur la carte jointe au procès-verbal du 12 mai, c'est-à-dire ceux qui viennent de Galilée occidentale, de la ville de Jaffa, de la région centrale comprenant Lydda, Ramleh et Bersabée, de la zone méridionale du littoral et de la zone de Jérusalem, telle qu'elle est définie sur la carte mentionnée ci-dessus, soient mis à même de réintégrer immédiatement leurs foyers. Au cours de débats avec la Commission les délégations arabes ont indiqué que cette proposition a un aspect territorial puisqu'elle envisage le retour des réfugiés dans des régions indiquées comme territoire arabe et qui doivent en principe être reconnues comme territoire arabe.

32. En ce qui concerne la proposition de la délégation israélienne concernant les frontières entre Israël et l'Egypte et le Liban respectivement, y compris la proposition relative à la région de Gaza, les délégations arabes ont informé la Commission qu'à leur avis, cette proposition constitue une violation flagrante des termes du procès-verbal du 12 mai visant les questions territoriales, puisqu'elles considèrent que cette proposition implique des annexions plutôt que les aménagements territoriaux qui sont prévus par les dispositions du procès-verbal.

33. Dans la mesure où la proposition, mentionnée ci-dessus émanant des délégations arabes, a un caractère territorial, la délégation israélienne a adopté pour attitude qu'elle ne peut

accepter, dans les circonstances présentes, comme règlement territorial une certaine répartition de territoire fondée sur une proportion adoptée en 1947.

E.

Question de Jérusalem

34. Avant de quitter Jérusalem, le Comité de Jérusalem a rendu visite aux autorités religieuses chrétiennes, musulmanes et juives de Palestine dans le but de prendre connaissance de leurs vues et de leurs souhaits en ce qui concerne l'avenir de Jérusalem et des Lieux Saints. Le Comité a également visité Nazareth et d'autres Lieux Saints de Galilée afin d'établir des rapports avec le clergé responsable des édifices et des sites religieux.

35. Le Comité a continué ses travaux à Lausanne en collaboration avec les délégations arabes et la délégation d'Israël. Son intention est toujours d'épuiser tous les moyens dont il dispose pour soumettre à la Commission, sur le régime international de Jérusalem, des propositions qui soient à la fois conformes à la résolution de l'Assemblée du 11 décembre 1948 et acceptables pour les Etats arabes et l'Etat d'Israël. A cet effet, le Comité a adressé aux délégations arabes et à la délégation d'Israël un "questionnaire" contenant un certain nombre de points que le Comité considère fondamentaux et sur lesquels il estime nécessaire de connaître les avis des parties intéressées. Jusqu'à présent, seule la réponse du Gouvernement d'Israël a été reçue.

36. Depuis l'envoi du dernier rapport de la Commission le Gouvernement d'Israël a établi des administrations publiques et des services ministériels israéliens à l'intérieur de la zone définie à l'article 8 de la résolution du 11 décembre et pour laquelle la Commission a reçu instruction de formuler des propositions détaillées relatives à l'établissement d'un régime international permanent.

37. Dans un memorandum adressé à la Commission les délégations arabes se sont élevées contre cette décision et réclamé le retrait immédiat des "administrations et des services qui ont été installés dans cette ville au mépris de la résolution du 11 décembre 1948". Ce memorandum a été transmis à la délégation d'Israël.

38. La Commission avait déjà porté son attention sur la question de l'établissement de services ministériels à Jérusalem. Un échange de lettres à ce sujet entre la Commission et le Premier Ministre d'Israël a eu lieu aux mois de mars et d'avril; copie de ces lettres ont été communiquées au Secrétaire général le 11 avril dernier.

F.

Conclusion

39. En somme, le problème immédiat consiste pour la Commission à lier les négociations sur la question des réfugiés et celles qui portent sur les questions territoriales. La pression exercée par les délégations arabes en faveur des négociations sur la question des réfugiés jointe à la pression israélienne en faveur des négociations territoriales menacent de créer une situation qui rende difficile un accord sur la solution de ces questions fondamentales. L'attention de la Commission se concentre en ce moment sur ce problème. Elle s'efforce de faire échec à cette tendance, en amenant les Etats arabes à négocier sur les questions territoriales et en persuadant l'Etat d'Israël qu'il doit contribuer de façon importante à la solution du problème des réfugiés. Cette solution doit porter non seulement sur l'aspect général de leur rapatriement, leur réinstallation et leur relèvement économique et social, mais aussi sur l'aspect immédiat et certainement non moins important des mesures préliminaires à prendre pour sauvegarder leurs droits et leurs biens.

ANNEXE A

COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

COMPTE-RENDU D'UNE SEANCE ENTRE LA COMMISSION DE CONCILIATION ET LES DELEGATIONS DE L'EGYPTE, DE LA JORDANIE, DU LIBAN ET DE LA SYRIE

tenue à Lausanne, le 12 mai 1949, à 11 heures 30

Présents

M. de Boisanger (Président)	-France
M. Yalcin	-Turquie
M. Ethridge	-Etats-Unis
M. Azcarate (Secrétaire principal)	

S.E. Abdel Monem Mostafa	-Egypte
S.E. Fauzi Pacha Mulki	-Jordanie
S.E. Fouad Bey Ammoun	-Liban
S.E. Adnan Atassi	-Syrie

Au cours de cette séance, les délégués de l'Egypte, de la Jordanie, du Liban et de la Syrie d'une part, et les membres de la Commission de Conciliation d'autre part, ont signé le procès-verbal ci-après:

PROCES - VERBAL

La Commission de Conciliation des Nations Unies pour la Palestine, soucieuse de réaliser le plus rapidement possible les objectifs définis par la résolution du 11 décembre 1948 de l'Assemblée générale, en ce qui concerne les réfugiés, le respect de leurs droits et la conservation de leurs biens, ainsi que les questions de caractère territorial ou autre, a proposé aux délégations arabes d'une part, et à celle d'Israel d'autre part, de prendre comme base de discussions avec la Commission le document de travail ci-joint.

Les délégations intéressées ont accepté cette proposition étant entendu que les échanges de vues auxquels la Commission procédera avec les deux parties porteront sur les aménagements territoriaux nécessaires aux objectifs indiqués ci-dessus.

Lausanne, le 12 mai 1949

Signé:

Monem Mostafa	(Egypte)	Signé:	
Fauzi Mulki	(Jordanie)	Claude de Boisanger	(France)-Président
F. Ammoun	(Liban)	Cahid Yalcin	(Turquie)
Adnan Atassi	(Syrie)	Mark Ethridge	(Etats-Unis)

ANNEXE B

COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

COMPTE-RENDU D'UNE SEANCE ENTRE LA COMMISSION DE CONCILIATION ET LA DELEGATION D'ISRAEL

tenue à Lausanne, le 12 mai 1949, à 10 heures 30

Présents

M. de Boisanger (Président)	- France
M. Yalcin	- Turquie
M. Ethridge	- Etats-Unis
M. Azcarate (Secrétaire principal)	
M. Walter Eytan	- Israel

Au cours de cette séance, le délégué d'Israel d'une part, et les membres de la Commission de Conciliation d'autre part, ont signé le procès-verbal ci-après:

PROCES - VERBAL

La Commission de Conciliation des Nations Unies pour la Palestine, soucieuse de réaliser le plus rapidement possible les objectifs définis par la résolution du 11 décembre 1948 de l'Assemblée générale, en ce qui concerne les réfugiés, le respect de leurs droits et la conservation de leurs biens, ainsi que les questions de caractère territorial ou autre, a proposé aux délégations arabes d'une part, et à celle d'Israel d'autre part, de prendre comme base de discussions avec la Commission le document de travail ci-joint.

Les délégations intéressées ont accepté cette proposition étant entendu que les échanges de vues auxquels la Commission procédera avec les deux parties porteront sur les aménagements territoriaux nécessaires aux objectifs indiqués ci-dessus.

Lausanne, le 12 mai 1949

Signé:

Signé:

Walter Eytan..... (Israel)

Claude de Boisanger (France)-Président

Cahid Yalcin..... (Turquie)

Mark Ethridge.....(Etats-Unis)

A N N E X E C

Document joint au Procès-verbal du 12 mai 1949,
signé par les membres de la Commission de Conciliation et
par les délégations arabes d'une part, et par les membres
de la Commission de Conciliation et la délégation israé-
lienne d'autre part.

(Une carte de Palestine à l'échelle du 1/750.000ème
indiquant le territoire attribué aux Etats arabe et juif
respectivement par la résolution du 29 novembre 1947 de
l'Assemblée générale).